

H. Balthazar

Chargé de cours à la V.U.B.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

LES DEBATS DE LONDRES EN 1940-1941 (*)

Dans ses mémoires pleins d'amertume, Wenzel Jaksch écrit que Londres fut, durant la première moitié de la Seconde Guerre Mondiale, le principal foyer des plans de paix européens (1). Des centaines d'émigrés politiques y formaient des gouvernements et des partis en exil, des comités et des cercles de débats. On cherchait une base solide et des perspectives nouvelles. On intriguait et on spéculait sur l'issue de la guerre et sur l'attitude des grandes puissances. Après le conflit, beaucoup d'hommes politiques se sont retrouvés investis d'une autorité nouvelle. Pour autant d'autres, l'époque londonienne fut celle des dernières illusions. Le tout forme un puzzle remarquable dont chaque pièce constitue un morceau de dimension peu courante de la réalité politique. Ce puzzle n'a pas encore été reconstitué en un tout cohérent. L'histoire de tous ces groupes d'émigrés et leurs implications sur le déroulement de la guerre et plus encore sur la période d'après-guerre peut néanmoins contribuer largement à la compréhension des problèmes actuels.

Cet article veut servir de point de départ à une étude visant à déterminer les problèmes de l'histoire des groupes d'émigrés. Ces problèmes sont assez vastes. En dehors de Londres, il existait d'autres centres d'activité intense aux Etats-Unis, en Suisse, en Suède, au Mexique, en Argentine. La recherche et la définition de tous les groupes et de tous les hommes concernés, leurs publications, leurs conférences et leur correspondance, les relations et les tensions, le degré d'influence sur les cabinets de guerre et sur la reconstruction politique

* Traduit du néerlandais par L. Michiels.

(1) W. JAKSCH, *Potsdam 1945 ou l'histoire d'un mensonge*, Paris, La Table Ronde, 1966, p. 195. Jaksch est un Allemand des Sudètes qui, en 1929, devint parlementaire socialiste à Prague. En fuite depuis Munich, il occupa une place importante au sein de l'émigration socialiste. En 1953, il devint membre du Bundestag pour le S.P.D. en Allemagne Fédérale.

après 1945, tous ces éléments constituent un inventaire non exhaustif du champ d'investigation. Dans cet article, je me limiterai à Londres pendant les deux premières années de la guerre et plus particulièrement aux débats qui ont surgi quant au sort de l'Internationale Socialiste, et ce pour deux motifs. Je crois que Jaksch a raison lorsqu'il affirme que Londres était le principal centre de faiseurs de projets politiques. C'est un fait évident car la plupart des gouvernements en exil reconnus étaient concentrés à Londres. Ce phénomène devint le pôle d'attraction de nombreux groupes qui désiraient acquérir une certaine influence sur ces gouvernements et sur leur entourage. Les groupes socialistes étaient les plus solidement structurés et généralement les plus nombreux. En outre, des sources très importantes de première main sont disponibles à leur sujet. Il y a les magnifiques archives du *Labour Party* anglais dans lesquelles j'ai déjà puisé pas mal de matériel pour cette étude (2). En ce qui concerne Londres, nous disposons également d'assez bonnes informations sur le très grand nombre de brochures éditées en Angleterre (3). En matière d'activités socialistes, quelques monographies intéressantes ont déjà été publiées relatives surtout aux groupes allemands (4). Nous disposons finalement des archives de Camille Huysmans à Anvers. Tant sur le plan quantitatif que qualitatif, ces archives sont d'une importance inégalée pour la période londonienne. En outre, elles constituent, plus particulièrement pour le sujet traité, une source de première ordre parce que Huysmans a joué un rôle primordial dans les nombreux contacts qui s'établirent entre les groupes socialistes à partir de juillet 1940, pendant toute la durée de la guerre et encore au cours des années 1945-1946. Dans l'attente d'une publication en plusieurs volumes décrivant de façon plus complète le rôle de Huysmans, cet article donne une première orientation de ces archives qui sont encore actuellement classées de façon rudimentaire (5).

Bien avant que n'éclate la guerre, il était apparu que l'Internationale Socialiste ne pouvait imposer une unité solide à la diversité des partis et des tendances. La génération qui s'était remise à l'œuvre après la Première Guerre

(2) *Archives du Labour Party (ALP)*, Transport House, Smith Square, London SW 1.

(3) Le Fonds-Heyse du *Centre de Recherches et d'Études Historiques de la Seconde Guerre Mondiale* (Bruxelles) constitue un point de départ très utile.

(4) Voir : L.J. EDINGER, *Sozial demokratie und National-sozialismus. Der Parteivorstand der SPD im Exil 1933-1945*, Hannovre, 1960. B. GROSS, *Willi Münzenberg, Eine Politische Biographie*, Stuttgart, 1967 (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, n° 14-15). K. KLIEM, *Der Sozialistische Widerstand gegen das Dritte Reich, dargestellt an der Gruppe « Neu Beginnen »*, Marbourg, 1957. W. LINK, *Die Geschichte des Internationalen Jugendbundes (I.J.B.) und des Internationalen Sozialistischen Kampfbundes (I.S.K.). Ein Beitrag zur Geschichte der Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik und im Dritten Reich*, Meisenheim/Glau, 1964. E. MATTHIAS, *Mit dem Gesicht nach Deutschland, Eine Dokumentation über die Sozialdemokratische Emigration. Aus dem Nachlass von Fr. Stampfer*, Düsseldorf, 1970. G. PLUM, *Volksfront, Konzentration und Mandatsfrage, Ein Beitrag zur Geschichte der SPD im Exil, 1933-1939*. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 18^e fig., 4, 1970, pp. 410-442. W. ROEDER, *Die Deutschen Sozialistischen Exilgruppen in Grossbritannien, 1940-1945*, Hannovre, 1968.

(5) Les documents des archives de Huysmans (ACH) qui concernent notre sujet sont classés en deux séries : d et f.

Mondiale avait été traumatisée par un nombre croissant de symptômes de crise pour lesquels chacun tentait de trouver dans sa propre situation une solution immédiate et pragmatique. Bien que des liens de solidarité et des contacts réguliers aient subsisté, les dirigeants réussissaient de moins en moins à élaborer une stratégie efficace et coordonnée. La lutte contre la crise économique, le problème d'un front commun avec les communistes, l'attitude face aux régimes fascistes, la guerre civile espagnole, la situation dans les pays de l'Europe centrale et de l'Est..., tous ces points constituaient autant de problèmes pour lesquels on ne pouvait aboutir concrètement à des conclusions communes. Cette longue période « d'invalidité » politique au niveau supranational influencerait également les discussions durant la guerre. La question primordiale devint : existe-t-il encore réellement une Internationale ?

La crise insoluble de l'Internationale Socialiste apparut clairement au cours de la réunion du Bureau le 14 mai 1939 (6). Louis de Brouckère et Friedrich Adler démissionnèrent respectivement en tant que président et secrétaire. Le 17 juin, une brève réunion eut encore lieu, entre autres pour désigner le Néerlandais J.W. Albarda comme nouveau président (7). La succession de F. Adler resta en suspens et ne sera d'ailleurs pas résolue (8). La dernière assemblée plénière eut lieu à Bruxelles du 23 au 26 février 1940. Elle groupait les délégués de 19 partis. Les Scandinaves n'étaient venus qu'à condition que la réunion ne soit pas annoncée publiquement et que les discussions se déroulent confidentiellement et n'aient qu'un caractère informatif. La dernière réunion ordinaire du Bureau eut lieu le 3 avril 1940. On y approuva un manifeste du 1^{er} mai dont J. Braunthal décrivit, en termes amers, l'imprécision dans les dernières lignes de son historique de l'Internationale (9).

En fait, une réunion du Bureau était encore prévue pour les 26 et 27 mai 1940 à Bruxelles (10). L'ordre du jour appelait, outre les tribulations administratives et financières, l'élection du secrétaire et la discussion du rapport de la commission en vue de l'élaboration d'un programme européen de reconstruction après la guerre (11). Le 6 mai la nouvelle tomba que la réunion ne se tiendrait pas à Bruxelles mais à Paris. Ce changement était dû entre autres aux Anglais qui estimaient que Bruxelles était trop dangereux comme lieu de réunion. Après le 10 mai, la situation devint tout à fait confuse. Adler reçut un passeport français et essaya de maintenir quelque peu les contacts dans les bureaux du *Populaire* à Paris. Le 22 mai arriva un télégramme de Gillies : *We consider meeting International Executive Saturday cancelled* (12).

-
- (6) J. BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, Hannover, J.H.W. Dietz, 1963, p. 2, p. 513.
 (7) J.W. Albarda entra en 1939 dans le gouvernement et démissionna en tant que président. C. Huysmans assumait alors cette tâche (mandat ratifié le 23 février 1940).
 (8) ACH, f 126/253. L'absence de succession à Adler posa un certain nombre de problèmes d'ordre matériel (location de bureau, gestion de fonds, destination des archives) qui restèrent sans solution.
 (9) J. BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, p. 514.
 (10) ACH, d 48, circulaire d'Adler aux membres B.S.I., 22 avril 1940.
 (11) Siégeaient à cette commission : Philip Noël-Baker, Léon Blum, Camille Huysmans, Finn Moe, Koos Vorrink et Friedrich Adler.
 (12) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, f. G-I.

Le lendemain chacun fut informé de l'ajournement *sine die*. Ce fut le dernier contact régulier.

F. Adler partit aux Etats-Unis et ne donna plus signe de vie. Lors d'un entretien avec le comité national du parti socialiste américain, il avait déclaré : *that the labour and Socialist International is no longer in existence, since the great majority of its component parties no longer function legally and cannot provide satisfactory representatives for an international association* (13). Adler renonçait donc visiblement à tous ses droits d'investiture. En fait, il était d'ailleurs démissionnaire depuis 1939 et il n'avait plus traité que les affaires courantes. Du point de vue idéologique il croyait encore moins aux possibilités d'une Internationale structurée en temps de guerre. Nous n'approfondirons pas ce problème pour le moment car il fut surtout important pour les actions et les options des groupes d'émigrés aux Etats-Unis.

La situation était quelque peu différente en Angleterre qui en tant que pays belligérant devint en 1940 le seul refuge en Europe. En ce qui concerne toutes les affaires internationales, un département international fonctionnait au sein de l'appareil central du *Labour Party* sous le contrôle d'un sous-comité de la direction nationale du parti. Bien que le *Labour* n'ait jamais eu une attitude très « internationaliste », l'intérêt voué aux problèmes et aux contacts du parti siégeaient dans ce sous-comité et l'intérêt augmenta évidemment à mesure que grandissait la menace de guerre. En tant que collecteur d'informations et d'avis et comme premier point de contact pour les émigrés socialistes, le département international devint un centre de grand intérêt politique.

A cette époque décisive, William (Willie) Gillies était devenu secrétaire international et avait toujours été très intense. Des personnalités marquantes permanentes du département international (14). Gillies n'avait jamais joué un rôle politique de premier plan, mais il avait une très longue expérience des contacts internationaux. C'était un travailleur acharné et obstiné et ses opinions n'étaient pas précisément de gauche. La guerre donnait aux hommes de l'appareil un pouvoir de décision beaucoup plus grand qu'en temps normal. La grande coalition au sein du gouvernement exigeait beaucoup d'énergie et d'attention de la plupart des dirigeants. A la base tout était également beaucoup plus calme parce que la lutte électorale s'était tarie et parce que les rebelles de gauche avaient perdu beaucoup d'influence depuis l'annonce du pacte de non-agression entre l'Allemagne et la Russie (15). Ce qui signifiait que Gillies assumerait personnellement une grande responsabilité dans le déroule-

(13) Repris dans *The Call* (organe du parti socialiste américain) du 30 novembre 1940 et cité dans une note de l'Internationale qui a été envoyée vers juillet 1940 « Private and Confidential » à la direction du Labour (*ALP, Int. Dept., corr. 40-45*).

(14) Siégeaient également au sous-comité : Georges Dallas (président du Bureau exécutif national du parti), Hugh Dalton, A.J. Dobbs, Philip Noël-Baker, Jim S. Middleton (secrétaire général du parti), Harold J. Laski, George Lathan, James Walker.

(15) G.D.H. COLE, *A short History of the British Working class Movement*, Londres, 1948, pp. 461-463.

ment des contacts internationaux durant la guerre. Fréquemment des heurts profonds surgirent mais sa position était trop indispensable et trop inattaquable. Beaucoup d'émigrés avaient d'ailleurs une dette morale envers Gillies parce que, par son intermédiaire, les premières actions d'aide furent mises sur pied, octroi de visas et de références, logement, aide financière (16). Dans ce contexte, on comprend que le Département International ne tenait pas à engager le dialogue sur le plan politique avec les groupes d'émigrés.

Début juillet, quelques contacts s'établirent néanmoins. Sur un plan strictement confidentiel certains membres éminents de l'organe exécutif du *Labour* souhaitaient rencontrer des socialistes représentatifs de Norvège, du Danemark, des Pays-Bas, de Belgique, de France, de Pologne et de Tchécoslovaquie en vue d'échanger leurs informations et leurs impressions (17). La première réunion se déroula le 13 juillet 1940 à Saint-Ermins, cet hôtel immense plein de dignité victorienne où se tiendraient ensuite pendant les années de guerre toutes les conférences au sommet. C. Huysmans, Max Buset, Isabelle Blume et Joseph Saxe étaient invités du côté belge. Au total il y avait 21 invitations (18). Comme il fallait s'y attendre, Gillies essaya de se limiter à des accords très vagues. Il ne pouvait être question d'une organisation définitive ni provisoire du secrétariat international. Toutefois, des consultations plus ou moins régulières pouvaient être organisées au sein du *Labour* avec des représentants des pays qui étaient en guerre avec l'Allemagne. Il y avait donc une double restriction : pas d'organisation définitive et un choix bien déterminé des interlocuteurs.

A cette époque, C. Huysmans, arrivé à Londres depuis le 26 juin 1940 avec un petit groupe de socialistes de gauche, de syndicalistes et de diamantaires juifs, avait sans aucun doute de plus grands projets. Le rôle joué par Huysmans en tant que secrétaire de l'Internationale pendant la première Guerre Mondiale, avait certes laissé une profonde impression sur sa personnalité. Les allusions à cette époque reviennent constamment dans sa correspondance. Depuis plusieurs années, il avait en outre des contacts étroits avec des dizaines d'anti-fascistes et de réfugiés juifs. Anvers était devenu un des centres les plus importants de la propagande anti-nazie et, en tant que bourgmestre, il avait personnellement joué un rôle prépondérant dans cette action (19). Ses relations étroites avec les milieux diamantaires juifs lui procurèrent en outre immédiatement, en tant qu'émigré à Londres, une position

(16) Voir e.a. la correspondance concernant la création éventuelle d'un « *House of Hospitality for Central European Socialists* » environ au milieu de l'année 1939 (*ALP, Int. Dept.*, corr. 40-45, R-Soc., f. 21).

(17) *ACH*, d 48, W. Gillies à C. Huysmans, les 5 et 26 juillet 1940.

(18) *Norvège* : Oscar Torp (président du parti) et Terje Wold, *Danemark* : B. Møller, *Pays-Bas* : J.W. Albarda, *France* : Henri Hauck, Marthe et Louis Levy, *Pologne* : Adam Ciolkosz (secrétaire du parti), Jan Stancyk, A. Adamczyk, H. Liebermann, *Tchécoslovaquie* : Jan Necas, Rudolf Bechyně (vice-premier), Joseph Belina (Tchèque), Jan Becho (Slovaque), Wenzel Jaksch et R. Reitzner (Sudètes).

(19) H. BALTHAZAR, *C. Huysmans en Duitsland 1936-1940*, pp. 171-209, dans : *Bijdragen tot het Huysmansonderzoek*, Anvers, 1971.

financière indépendante, ce qui impliquait une liberté d'action inestimable. Enfin, il avait succédé en septembre 1939 à Albarda à la présidence de l'Internationale. Tous ces arguments l'incitaient à assumer un rôle effectif, d'autant plus qu'Adler avait démissionné en tant que secrétaire. « Croyez-moi », écrivait-il le 30 juillet 1940 à Gillies, « il ne faut pas que l'on dise plus tard que nous avons étranglé en douceur la Deuxième Internationale. Je l'ai maintenue en vie pendant la guerre de 1914 à 1918. Je la maintiendrai en vie, je l'espère, pendant cette nouvelle épreuve et je ne permettrai à personne de l'empêcher de vivre, dût-elle vivre modestement » (20).

Huysmans n'était pas homme à se taire. Dès lors il s'agissait pour Gillies de trouver un *modus vivendi* acceptable où Huysmans pourrait effectivement assumer un rôle de coordination sans créer pour autant une Internationale. Entretemps, Huysmans ne laissait passer aucune occasion de représenter l'Internationale à l'étranger. Il existait du papier à lettre avec entête « C. Huysmans, Chairman of the Second International ». En cette qualité il envoya le 28 septembre 1940 un télégramme au président Roosevelt lui demandant l'intervention des E.U. en faveur de Léon Blum (21). C'était une situation équivoque qui provoquait de l'irritation et de la confusion de différents côtés.

Bien que Huysmans fût très attaché à sa fonction de premier internationaliste en titre, ses opinions allaient subir une profonde modification. J'ai choisi le passage suivant dans une longue et importante lettre de février 1942 pour illustrer ce changement d'optique :

... My conviction of to day is not the result of impulsive abstraction ; it is the conclusion of a deceived socialist who is convinced now that the German nation is infected by the spirit of violence, — that this German nation will follow obediently and heartfully Mr. Hitler as long as he may be able to speak as a victorious man, — that, if he could remain victorious, the great majority of the German nation would consider him as a national hero, even if he destroys liberty, even if he murders all people around him, even if he makes a Europe of one Herrenvolk and numerous slave countries. For this reason, I am thinking, very strongly that I was in error twenty years ago, and that I should be a poor socialist spirit if I took the risk to be deceived a third time (22).

Huysmans était arrivé à Londres dans un tout autre état d'esprit. Mais rapidement il eut des opinions restrictives sur les possibilités d'action socialiste internationale. Pendant toute la durée de la guerre et même après, lorsqu'il fut mandaté pour rétablir la vie internationale avec les partis reconstitués, il resta méfiant à l'égard des socialistes de langue allemande ou du moins envers certains d'entre eux. Quelle fut cette influence sur les opinions de Huysmans ? Passons en revue les autres personnes et les autres groupes qui en 1940-41 s'intéressaient à la structuration des contacts internationaux.

En janvier 1941, Oskar Pollak commença par envoyer, pour signature, un

(20) ACH, d 48, C. Huysmans à Gillies, 30 juillet 1940.

(21) ACH, d 48, télégramme de Huysmans à Roosevelt, le 28 septembre 1940. Entre août et octobre une correspondance très intensive a été échangée à ce sujet.

(22) ACH, d 51 a, Huysmans à Gillies, le 13 février 1942.

texte de base en vue de créer un *International Labour Club* (23). Le contenu du texte était assez général et insistait sur le fait qu'il n'entraînait pas dans les intentions de créer une organisation politique. L'affaire n'avança guère. A la mi-février, Pollak écrivit : « L'affaire du Club marche comme la démocratie, c.à.d. très lentement... » (24).

Au même moment, la *Fabian Society* lança une initiative identique : *As a new development of our activities we are about to set up an International Bureau... One of the first tasks... will be to get together representatives of all the various European Socialist groups at present in this country* (25). Dans le cadre de cet objectif, J. Belina (Tchécoslovaquie) fut invité à faire un exposé le 24 février.

La gauche anglaise participa également très activement au débat sur la coopération socialiste internationale. Dans le *Left News* de mai 1941 apparut pour la première fois l'idée d'un forum socialiste libre et international (26). *Left News* avait déjà un long passé d'actions et d'influence de gauche. Le « *left Book Club* » fondé en 1935 par des hommes tels Victor Gollancz, Harold Laski, John Strachey et Stafford Cripps était devenu au cours de ces années turbulentes un point de contact important pour la philosophie intellectuelle de gauche. En 1939, moment crucial de la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, le club comptait 75.000 membres et plus de 1.200 sections locales (27).

En tant qu'éditeur Gollancz resta durant la guerre également un pivot de ce milieu qui par la force des choses entra en contact avec les émigrés socialistes. Gollancz voulait orienter la discussion vers l'extérieur pour aboutir à une définition commune des objectifs de paix socialistes. Le terme Internationale en tant que tel ne revenait pas dans sa motivation. Sa philosophie rejoignait les opinions bien connues de la gauche. On craignait une intégration dans un système économique et politique qu'ils contestaient à fond. La guerre augmenta ce danger d'intégration car toute la classe ouvrière et toute la structure du mouvement ouvrier durent s'intégrer à l'effort de guerre. En effet, nantes du gouvernement et de l'*establishment* britanniques pouvaient imposer leurs objectifs politiques. Pour Gollancz il importait donc de proposer au même rythme des objectifs de paix socialistes face à ceux d'un Churchill ou d'un Lord Halifax. On se demandait toutefois quels étaient ces objectifs

(23) Pollak était le représentant le plus important du *Londener Bureau der österreichischen Sozialisten*.

(24) *ACH*, d 48, O. Pollak à C. Huysmans, le 21 janvier 1941, id. le 12 février 1941.

(25) *ACH*, d 48, Fabian Society à C. Huysmans, 19 février 1941.

(26) V. GOLLANCZ, *International Socialist Forum, The Left News*, mai 1941, pp. 1708-1710.

(27) *The left Wing Intellectual between the Wars, Journal of Contemporary History*, vol. 1, n° 2, 1966. Principalement l'article de Samuel STUARTS sur le *Left Book Club* rend bien l'atmosphère de ce milieu de gauche. D'autres aspects de la gauche anglaise au cours des années trente ont été brillamment exposés par Ben PIMLOTT, *The Socialist League; Intellectuals and the Labour Left in the 1930s, Journal of Contemp. Hist.*, vol. 6, n° 3, 1971, pp. 42-48.

socialistes. Outre l'accord à caractère général sur le contenu d'un ordre socialiste, il n'y avait aucun plan concret valable du point de vue politique. Pendant tout un temps on avait parlé et espéré des résultats des révolutions des peuples européens contre Hitler. Gollancz avait compris que l'espoir en une épreuve de force idéologique n'avait été qu'un château en Espagne. Face aux chars, aux avions et à la Gestapo d'Hitler, il importait avant tout d'acquiescer la supériorité dans les mêmes domaines. Toutefois, il s'opposait à la tendance exclusivement pragmatique. Gollancz envisageait réellement une possibilité de révolte contre Hitler au moment du renversement de la situation militaire. Pour ce moment-là, un programme concret et positif devait être prêt.

Julius Braunthal, ancien adjoint d'Adler au Bureau du parti autrichien avant l'Anschluss, éditeur ou co-éditeur de *Die Arbeiter-Zeitung*, *Das Kleine Blatt* et *Der Kampf*, fut chargé de mettre au point le « *International Socialist Forum* » comme annexe régulière au *Left News*. Au départ, Braunthal réussit à composer un large comité consultatif (28) : Angleterre, Harold J. Laski ; Belgique, Louis de Brouckère, ancien président de l'Internationale ; France, Louis Lévy, ancien rédacteur du *Populaire*, de 1926 à 1939, membre du Bureau de la S.F.I.O. ; Pologne, Lydia Ciolkosz, membre du bureau du parti socialiste polonais, chef du groupe socialiste au conseil communal de Tarnov ; Allemagne, Hans Vogel, principal prétendant à la direction du SPD après le décès d'Otto Wels ; Richard Löwenthal du groupe *Neu Beginnen* ; Autriche, Oskar Pollak, ancien éditeur de *Die Arbeiter-Zeitung* et plus tard de l'illégal *Der Sozialistische Kampf*.

Les premières déclarations de programme du nouveau groupe furent publiées dans *Left News* de juin 1941 avec la contribution de J. Braunthal, H. Laski et L. de Brouckère (29). Seul Braunthal défendait la thèse de relancer l'Internationale en tant qu'organe d'autorité. Braunthal défendait un point de vue pragmatique face au légalisme pur de ceux qui contestaient tout droit d'existence à l'Internationale en temps de guerre. Si l'on reconnaissait l'autorité morale et effective d'un certain nombre de gouvernements en exil, on pouvait également reconnaître l'Internationale. L'action devait émaner du monde libre puisqu'il était impossible de se faire entendre sous la domination fasciste.

H. Laski s'opposa au concept de réunions officieuses avec un petit groupe international de socialistes sous les auspices du *Labour*. Il voulait voir créer sans délai une commission d'étude chargée des problèmes d'organisation en préparation à une Internationale réorganisée. Ce stade intermédiaire assez vague devait permettre, selon Laski, de surmonter certaines difficultés fondamentales qui revenaient sans cesse comme contre-arguments : la désintégration idéologique parmi les groupes d'émigrés et l'incertitude quant aux réactions et nouvelles conceptions du monde occupé. De Brouckère s'en tint à une analyse optimiste qui considérait la disparition de l'Internationale comme une mauvaise crise de croissance qui luttait contre des difficultés accidentelles.

(28) J. BRAUNTHAL, *International Socialist Forum, The Left News*, mai 1941, p. 1711.

(29) *International Socialist Forum*, dans *The Left News*, juin 1941, pp. 1767-1772.

Toutefois, il n'adopta pas de position déterminée en vue d'une réorganisation immédiate.

Le 23 mai 1941, J. Braunthal informa W. Gillies de cette initiative : *I hope that also you will find the setting-up of the I.S.F. a useful idea. In some way the spiritual ground for a revival of the International must be prepared* (30). Gillies n'était pas du tout enthousiaste et il chercha immédiatement à convaincre un certain nombre de personnes de retirer leur soutien à cette initiative. « Il paraît que le *Labour Party* est inquiet au sujet de l'initiative de Braunthal. Je crois que tu ferais bien de voir Gillies à ce sujet », écrit Huysmans à de Brouckère (31). Lydia Giolkosz répondit à cet appel et quitta le comité consultatif. Huysmans lui-même avait refusé assez catégoriquement d'écrire un article dans la tribune de Braunthal (32). Cette réponse de Huysmans était étrange. Toute cette littérature concernant l'Internationale est inutile, affirma-t-il. Ceux qui résident ici doivent organiser des organes de combat illégaux dans leur propre pays et une telle action se fait évidemment avec discrétion. Peut-être était-il de mauvaise humeur parce que Braunthal prenait une initiative que Huysmans envisageait depuis plusieurs mois. Mais le fond du problème était probablement plus complexe. D'autres influences jouaient qui seraient déterminantes pour les relations entre les socialistes en Angleterre, et tant Huysmans que Gillies avaient à ce moment décidé quel parti prendre.

Nous voici arrivé à un point crucial des débats dans les milieux socialistes pendant la guerre. Nous avons déjà fait allusion ci-dessus, lorsque nous avons mentionné les opinions de Gollancz, aux options divergentes quant à l'action socialiste pendant la guerre. Du point de vue général la question était de savoir si cette guerre était essentiellement un conflit idéologique ou un conflit politico-militaire entre nations. Sur le plan concret il s'agissait des attitudes à adopter à l'égard des nombreux groupes d'émigrés qui forgeaient des plans idéologiques et pragmatiques pour la période d'après-guerre. Le problème le plus évident était celui des groupes allemands, autrichiens et sudètes-allemands. Étaient-ils des ennemis, des « raseurs » ou des interlocuteurs valables ? Le développement de la guerre — surtout depuis l'entrée de l'Union Soviétique dans le camp allié — entraîna d'autres problèmes avec les groupes tchèques, polonais et autres groupes de l'Europe de l'Est. Dans un autre domaine, mais comparable quant aux réflexes politiques, il y avait l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes espagnols et italiens.

L'analyse de tous ces problèmes est très difficile. C'est un amalgame de questions, qui ont marqué le socialisme international sur le plan émotionnel, idéologique et pragmatique et qui auront une grande influence après 1945. Comme nous l'avons annoncé au début de cet article, nous voulons nous limiter à quelques attitudes principales et personnalités importantes. Dès lors, il

(30) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, G-I, f. 13, J. Braunthal à Gillies, 23 mai 1940 + autres correspondances.

(31) ACH, d 48, C. Huysmans à L. De Brouckère, 31 mai 1941.

(32) ACH, d 51 a, C. Huysmans à J. Braunthal, 17 juin 1941.

importe de savoir qui donnait le ton dans l'attitude adoptée à l'égard de l'Allemagne et des Allemands sans distinction de préférences politiques.

Comme premier homme influent il nous faut citer le Right Honourable Lord Vansittart, P.C., G.C.B., G.C.M.G., L. Litt., qui était déjà une des figures éminentes du *Foreign Office* avant la guerre. Auteur du *Black Record* (distribué à 500.000 exemplaires) et de *Roots of Trouble*, il fut le promoteur d'une politique dure et impitoyable visant à détruire le militarisme allemand. Sa devise était : *To be wrong once may be unlucky, to be wrong twice must be unwise, to be wrong thrice would be criminal* (33). Je citerai en outre deux de ses thèses parce qu'elles eurent une grande incidence sur les problèmes traités dans ces *Cabiers* : *There is no such thing as Hitlerism. It is only a projection of nationalism and militarism, conducted on a lower and more popular plane* (34). ... *but many — including some who would prefer a "fresh and joyous" class-war to this one — have forgotten the ugly role of the German Left at the Stockholm Conference in the last War, its approval of the atrocious Treaty of Bucharest, its dark complicities in Weimar's failure. Trust no Germany till this one is gone for ever* (35).

La possibilité de considérer la guerre comme un conflit idéologique était dès lors tout à fait exclue dans les thèses de Lord Vansittart. La politique internationale et militaire devait, d'après lui, être menée *de facto* en dehors de toute politique des partis et même en dehors des délibérations du cabinet. La politique nationale et la politique étrangère ne pouvaient être combinées. Dans le contexte de l'époque, les théories de Lord Vansittart eurent beaucoup d'influence et trouvèrent beaucoup d'adeptes, également parmi certains dirigeants du *Labour* et certains émigrés.

Parmi eux, Walter Loeb fut vraisemblablement une des personnalités les plus importantes et les plus intéressantes. Tant les archives du *Labour* que celles de Huysmans contiennent une correspondance étendue de cet homme qui mérite incontestablement une étude séparée. Il naquit à Mannheim en 1895 et quitta l'Allemagne en 1910. Il acquit une grande expérience du monde bancaire principalement aux Etats-Unis et à Haïti. En 1918-1919 il intervint dans les travaux de la délégation allemande d'armistice et de paix.

Selon ses déclarations, il travailla au sein du SPD à Francfort/M à partir de 1919 (36). A la demande du parti il devint président de la *Staatsbank* de Thuringe en 1922 et vice-président de la *Staatsbank* de Saxe en 1923. Ensuite il devint administrateur dans de nombreuses entreprises à participation ou à aide de l'état et fut membre de différentes commissions du parti ayant une compétence socio-économique. Lorsqu'en 1924 les socialistes quittèrent le gouvernement de Thuringe, Loeb démissionna en tant que président de la banque. Les nazis le prirent comme point de mire lors d'une campagne de diffamation

(33) Lord VANSITTART, *Roots of the Trouble*, Londres, Hutchinson & Co., 1940, p. 4.

(34) *Id.*, p. 31.

(35) *Id.*, p. 32.

(36) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, R-Soc., f. 17, W. Loeb à W. Gillies, 13 avril 1942 + documents annexes ; voir aussi *World Biography*, L-Q, New York, 1948, p. 2846.

qui passa devant la Cour Suprême de Weimar. Hitler lui-même prit la parole lors d'un meeting à Weimar pendant le procès. En 1929, il entra en conflit avec la direction du SPD sur le problème du réarmement allemand. D'après lui, il resta actif en tant que publiciste et orateur dans les milieux d'opposition de gauche. Toutefois, il resta un grand manager dans le monde des affaires, entre autres comme administrateur délégué de *Sager & Woernerstrassenbau G.m.b.H.* où le bientôt fameux Todt était à son service. Sa réputation et le fait qu'il était juif, l'obligèrent à émigrer dès 1933. Il demeura 6 ans à Amsterdam comme directeur de la *N.V. Revisa* et vint ensuite à Londres.

Le 10 juillet 1941, il écrivit une lettre remarquable à Lord Vansittart avec lequel il entretenait des relations assez amicales et confidentielles (37). Loeb s'inquiétait de l'attitude et des actions des groupes socialistes allemands à Londres, ainsi que des initiatives précitées de V. Gollancz et J. Braunthal (38). Loeb estimait que la défaite militaire complète de l'Allemagne était en ce moment le seul objectif à poursuivre. Ce n'est qu'après qu'une révolte était possible en Allemagne, mais soulignons-le, une révolte de désespoir et d'amertume contre la bande d'Hitler et non pas une révolution à caractère socialiste prédéterminé. Ainsi la discussion d'autres objectifs de guerre que ceux du gouvernement britannique était trompeuse et devait être évitée. Loeb demandait l'aide morale et matérielle de Vansittart pour publier avec plusieurs amis une série de brochures bien conçues et distribuées efficacement (39).

Parmi ses amis il mentionna d'éminents socialistes allemands... le Dr. *Karl Herz*, ancien bourgmestre de Berlin, *Bernhard Menne*, ancien rédacteur en chef du *Prager Mittag*, le Dr. *Kurt Geyer*, ancien collaborateur de *Vorwärts*, *Frits Bieligk*, ancien collaborateur du *Leipziger Volkszeitung*. Huysmans faisait également déjà partie du cercle des intimes de Loeb, ainsi que W. Gillies, James Walker et un certain nombre d'autres personnalités éminentes du *Labour* (40).

Le plan de Loeb se concrétisa par la création de *Fight for Freedom, Editorial and Publishing Services, Ltd* (41). D'éminentes personnalités des milieux d'émigrés patronèrent cette initiative qui se développa rapidement

(37) ACH, d 51 a, W. Loeb à Vansittart, 10 juillet 1941, copie.

(38) Je cite pour mémoire ici les publications essentielles d'Allemands qui, en 1941, plaidèrent pour une Allemagne autre que nazie et pour une participation active des antifascistes allemands à l'œuvre politique : *The News Letter*, édité par la *Union of German Socialists*. Articles de R. Löwenthal (groupe *Neu Beginnen*) dans *Labour Discussion Notes* (du *Socialist Clarity-group*). Sebastian Haffner, *Offensive against Germany*, édité chez Secker & Warburg à Londres. Henrich Fraenkel, un pamphlet contre *Black Record* de Vansittart, publié avec l'aide de la *Fabian Society*. Mary Saran, *European Revolution*, brochure publiée par *International Publishing Company*.

(39) Il demandait £ 500, essentiellement pour venir en aide à un certain nombre de publicistes émigrés qui connaissaient des difficultés financières.

(40) ACH, f 126/146. Le travail de W. Loeb à Londres en 1940-41. ALP, Int. Dept., corr. 40-45, R-Soc., f 17. Cette aide inconditionnelle à Loeb se remarqua essentiellement durant le conflit avec le *Socialist Clarity Group* (Austen Albu, P. Gardon Walker, W.N. Warley), qui dans leur *Labour Discussion Notes* de mars et avril 1942 décrivait Loeb comme un *turncoat* du Socialisme, dans lequel on ne pouvait avoir confiance.

(41) ACH, d 116, Starting Act et correspondance courante de *Fight for Freedom*.

en un groupe de pression efficace : Louis Araquistain (Espagne, ancien ambassadeur de la République à Berlin), le Dr. Gustav Winter (Tchécoslovaquie), Adam Ciolkosz (Pologne), M. Sluyzer et Jakob Oldenbrock (Pays-Bas), Konrad Nordhal (Norvège), C. Huysmans (Belgique, vice-président du Conseil d'administration). Du côté anglais il y avait : James Walker (président du conseil d'administration), Rennie Smith (secrétaire), Mary E. Sutherland, John Brown, Charles Dukes, George Gibson, Will Lawther.

Kurt Geyer fut un des premiers auteurs de la nouvelle série (42). Geyer possédait pas mal de titres dans le mouvement socialiste. C'était le fils de Frits Geyer qui représentait le SPD de Saxe au Reichstag avant 1914. Pendant la Première Guerre Mondiale, il était lui-même passé à l'U.S.P.D. dissident. Pendant la révolution spartakiste en 1919, il fut président du conseil des ouvriers et des soldats. Au congrès de Halle en 1920, il opta pour le parti communiste, mais rejoignit en 1923 les rangs du SPD et en 1924 il fut nommé rédacteur en chef de la rubrique politique du *Vorwärts*, organe central du SPD (43). Pendant la période d'émigration de 1934 à mai 1940, il dirigea la publication de l'hebdomadaire SPD *Neuer Vorwärts*. L'option pour les thèses de Loeb fut un des premiers points culminants des conflits au sein de l'émigration allemande.

Nous pouvons revenir maintenant aux réactions formelles au sein du *Labour* depuis que ce parti avait établi en juillet 1940 un premier et très vague contact international. A la conférence annuelle du *Labour* en juin 1941, l'*International Sub-Committee* de la direction nationale du parti avait introduit un rapport où les conceptions du secrétaire W. Gillies l'emportaient clairement. Le texte qui fut voté déclarait que l'Internationale n'existait plus, mais que le parti entretiendrait des relations sociales étroites avec les membres représentatifs des partis socialistes européens réfugiés en Angleterre. Le terrain de ces contacts était bien délimité : *with the object of giving advice which may be invited on special questions and the coordinating of such activities as may be necessary for the more effective prosecution of the War against Hitlerism and fascism* (44). Une autre résolution du congrès concernait la publication d'une annexe internationale au *Labour Party Press Service* sous la rédaction du comité consultatif international (45). Ainsi les contacts avec les alliés socialistes étaient plus ou moins structurés et repris dans les résolutions du congrès. La convocation-type, sur papier à en-tête du *Labour* et signée par W. Gillies, devint pour toute la durée de la guerre : *The group of international friends*

(42) Kurt GEYER, *Hitler's New Order, Kaiser's old Order*, Londres, Hutchinson / Fight for Freedom, février 1942, 64 p.

(43) D'après *Extract from letter from Hans Vogel to W. Gillies, dated march 8, 1941* (ACH, d 51).

(44) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, G-I, f 16.

(45) *Id.* f 5. Composition de la rédaction : W. Gillies, secrétaire ; BELGIQUE : J. Saxe, A. Wauters ; PAYS-BAS : M. Sluyser ; TCHECOSLOVAQUIE : J. Belina, G. Winner ; FRANCE : H. Hauck ; NORVEGE : A. Ording ; POLOGNE : A. Ciolkosz, J. Szapiro.

who meet at St Ermins Hotel on the second Friday of each month under the chairmanship of George Dallas...

Deux mois plus tard une autre convocation-type presque identique fut rédigée en ces termes : *The International Group which has been constituted with C. Huysmans as President...* Ce qui signifiait que les tentatives de Huysmans furent également couronnées de succès et que les contacts internationaux n'étaient pas exclusivement réservés aux partenaires alliés des gouvernements accrédités à Londres (46). Cela signifiait également que la vie socialiste internationale à Londres était organisée en une espèce de système bi-caméral, dont on n'avait pas fini de parler. Toutefois, ce furent ses nouvelles conceptions qui permirent à Huysmans d'agir. En outre, son champ d'action fut délimité de façon très précise dans un protocole (47). Les rapports du comité Huysmans devaient rester confidentiels. Les noms des membres invités ne pouvaient pas être publiés. Aucun vote n'aurait lieu. Le président (Huysmans) travaillerait en étroite collaboration avec le *Labour Party* britannique et avec l'approbation de ce dernier. Le comité aurait un secrétaire britannique (W. Gillies).

Le premier point culminant des discussions sur le sort de l'Internationale était passé. Ce n'est qu'en juin 1944 que viendrait la grande renaissance provoquée par une série de consultations et d'incidents dont le premier résultat fut la conférence des *partis* socialistes européens tenue à Londres, les 3, 4 et 5 mars 1945 (48). Toutefois, cet événement constitue un autre volet de l'histoire de l'Internationale. En 1941, la situation était totalement différente. Les acteurs non britanniques étaient encore isolés. Une grande incertitude régnait au sujet de l'issue de la guerre et la formation de groupes cohérents n'en était encore qu'au stade initial. Le contact avec les mouvements illégaux dans les pays occupés était pratiquement inexistant. Beaucoup de personnalités n'étaient pas encore arrivées à Londres. Un bref aperçu de la situation réelle des différents partis socialistes permettra de mieux cerner ce problème (49).

Les partis *suédois* et *finlandais* étaient soumis à une certaine pression allemande. Ils n'étaient pas représentés à Londres. Le contact avec les Suédois ne put être établi qu'en mars 1943. Fin mai, on apprit également qu'un groupe international de sociaux-démocrates avait été formé à Stockholm. Ce groupe élaborait des objectifs de paix socialistes et discutait de la reconstruction poli-

(46) Circulaire du 8 août 1941 aux socialistes *of good faith* dans laquelle il est dit que W.H. Green (président *National Executive Committee*), G. Dallas et W. Gillies ont reçu avec C. Huysmans comme mission de prendre contact en vue de former un groupe international (adressée à L. de Brouckère (Belgique), J.W. Albarda (Pays-Bas), P. Krier (Grand-Duché du Luxembourg), Necas, Nemeč, Becko, Bechyne (Tchécoslovaquie), Levy (France), Torp (Norvège), Ciolkosz (Pologne), Fraser (Nouvelle-Zélande), Locker (Palestine), H. Vogel (Allemagne), O. Pollak (Autriche)).

(47) *ACH*, d 51 a.

(48) *ACH*, f 126/250-252.

(49) J'ai pris comme point de départ la note détaillée du *International Department*, rédigée vers le milieu de l'année 1941 (*ALP*, Int. Dept., corr. 40-45).

tique (50). Willy Brandt en était secrétaire (51). On savait peu de choses des Finlandais si ce n'est l'apparition en automne 1940 d'une scission au sein du parti. La question finlandaise avait d'autre part été un des points délicats pour lequel il avait été difficile de s'entendre au cours des dernières réunions du Bureau de l'Internationale. Ce n'est qu'au printemps 1942, que l'on apprit que les principaux représentants de la gauche avaient été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de travaux forcés (52).

Le Danemark était occupé par les Allemands et la direction du parti avait démissionné sous la pression de l'occupant. Il n'y avait pas de représentants à Londres et les seuls contacts furent établis par l'intermédiaire de la ligue des travailleurs transporteurs.

Le gouvernement norvégien était fixé à Londres d'où la présence de nombreuses personnalités socialistes et plus particulièrement du président du parti Oscar Torp. Toutefois, on n'avait pas créé un comité socialiste norvégien.

Il n'existait plus aucun contact avec le parti suisse. L'encerclement du pays par les puissances de l'Axe y réduisait fortement la liberté d'expression et de presse. Les informations n'étaient échangées qu'au compte-goutte et encore à partir de 1943 seulement, grâce à la correspondance entre E. Paul Graber et W. Gillies (53).

Du côté néerlandais, peu de personnalités éminentes du SDAP se trouvaient à Londres et les principales étaient des ministres (Albarda et Van den Tempel). Ils n'étaient pas regroupés.

La situation était tragique pour les Français. La S.F.I.O. avait traversé des crises profondes (54). Au début des années trente naquit le mouvement dissident néo-socialiste à tendance de droite. Deux années de longue agonie, avec la dissidence de gauche de Zyromski et de Pivert succédèrent à la démission du gouvernement Blum en juin 1937 (55). Le coup final sembla être le vote des pouvoirs de Vichy, où l'on compta 36 délégués S.F.I.O. parmi les 80 personnes qui votèrent contre. Le parti ne semblait plus subsister que par la grande intégrité humaine de Léon Blum. Les quelques socialistes français à Londres manifestaient en outre bien des hésitations. Beaucoup se méfiaient instinctivement d'une initiative politique émanant d'un général (de Gaulle). D'autre part, après toutes les expériences amères, un point d'attache plus solide s'avéra nécessaire. Ce qui explique la formation antérieure du Groupe Jean Jaurès et

(50) Torsten Nilsson à J. Middleton, 16 mars 1943. En septembre 1943, une délégation de socialistes suédois arriva à Londres pour des pourparlers avec le comité international (ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f 8).

(51) *Democratic Socialists' Peace Aims*, Stockholm, mars 1943, signé par Martin Tranmael (Norvège), Gunnar Myrdal et Ole Jödal (Suède), M. Karniol (Pologne), J. Guesde (France), Wilhelm Böhm (Hongrie), Bruno Kreisky (Autriche), Ernst Paul (Sudètes), Fritz Tarnow, Stefan Szende et Willy Brandt (Allemagne).

(52) W. Jaksch à C. Huysmans, 6 mars 1942, Rapport, par une source soviétique, sur l'arrestation de Kay Sandström et d'autres socialistes finnois (ACH, d 51 a).

(53) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f. 9. Un premier contact officiel fut l'invitation à participer au congrès du parti suisse les 4 et 5 septembre 1943.

(54) A. PHILIP, *Les Socialistes*, Paris, 1967, pp. 72-76 et 96-100.

(55) D. NOEL BAKER, *The Politics of Socialist Protest in France. The Left Wing of the Socialist Party, 1921-1939. The Journal of Modern Hist.*, XLIII, 1971, 1, pp. 2-41.

peu après du Centre Syndical français (56). Toutefois, la cohérence et l'importance politique ne se manifestèrent au sein de ces mouvements que pendant la seconde moitié de 1942 (57).

La situation était plus favorable pour les Belges. Dès le début, le nombre de personnalités représentatives était assez important. Des personnages comme L. De Brouckère, C. Huysmans, A. Wauters, M. Buset, I. Blume et autres purent enrayer le sentiment de malaise. En outre, du côté syndical beaucoup d'initiatives étaient déployées en vue de reprendre également le travail sur le plan politique. Le 8 juillet 1940, les ouvriers des transports avaient décidé la reconstruction de leur organisation dans le cadre du *B.D.D.F.P. (Belgian, Dutch, Danish, French, Polish) Central Worker's organisation* (58). Au cours du même mois, les trois secrétaires nationaux de la Centrale Générale (J. Verdonck, P. Fassin, J. Smets) prirent l'initiative de réunir les représentants politiques et syndicaux. Le 3 décembre 1940, le secteur politique démarra seul par la création du Groupe E. Vandervelde, rassemblant au début environ 70 membres du P.O.B. (59). Je n'approfondirai pas ce problème, mais il faut remarquer que ce n'est que plus tard — en mai 1942 — que d'autres initiatives furent prises pour officialiser la représentativité politique. Les quatre membres du bureau dont le mandat avait été ratifié par un congrès du parti (Buset, Spaak, Gailly, Wauters) prirent l'initiative de créer une cellule officielle du parti parallèlement au Groupe Vandervelde (60).

En 1940-1941, il était encore peu question de l'Italie. Le regroupement des émigrants italiens se heurta à de très graves difficultés. Une série de contacts avaient été établis avec Gillies en vue de la formation d'un *Free Italy Movement*, mais il fut difficile de s'entendre sur un programme de base. J.J. Marus écrivit en mars 1941 à Gillies : ... *there seems to be no possibility to get over the tragic fact that practically all politically minded Italians in Great Britain disagree among themselves on personal grounds* (61). En septembre 1941, les Anglais apportèrent leur soutien moral en créant la *Society of Friends of Free Italy* sous la présidence de Frederick Kenyon et David Ross, et la vice-présidence de J.M. Trevelyan et Lord Wedgwood. La *Federazione Antifascista Italiana* créée à Londres le 10 février 1942 constitua une autre initiative pluraliste. Du côté socialiste il fallut attendre 1942 pour voir naître une action positive. Le 28 mars 1942, le Groupe Filippo Turati fut créé avec comme secrétaire Piero Treves (62). Luzzato, Gentili et Fano étaient les autres représentants les plus importants du socialisme italien. En octobre 1942,

(56) Groupe Jean Jaurès. Comité de liaison des socialistes français en Grande-Bretagne + corresp. de Marthe Lévy (ACH, d 48).

(57) Voir e.a. : « Two Men for Fighting France », *The Daily Herald*, 19 août 1942 (sur l'arrivée de A. Philip et F. Gouin en Angleterre).

(58) J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, p. 256.

(59) ACH, f 117/41.

(60) Invitation de A. Gailly, datée du 1^{er} mai 1942 : « ... je suis chargé de vous inviter à une réunion en vue de la constitution d'un parti socialiste en Angleterre » (ACH, d 51 a).

(61) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, I-L, f. 9.

(62) ACH, d 51 a, P. Treves à Huysmans, 1^{er} mars 1942.

de plus amples informations arrivèrent via la Suisse sur la structure déjà bien organisée d'un parti socialiste illégal en Italie même (63). Cette information donna immédiatement un plus grand équilibre politique au groupe londonien.

La situation des émigrants *espagnols* était très compliquée. Elle était le résultat des tensions et des scissions survenues avant et après la guerre civile. Mais il faut expliciter certaines grandes lignes de ces conflits pour comprendre les réflexes londoniens pendant les premières années de la guerre (64). Le dernier congrès régulier avait eu lieu en juin 1932 sous la présidence de Fr. Largo Caballero. W. Carillo et Indiego Prieto siégeaient au sein du bureau. Après février 1936, Largo Caballero et ses adeptes démissionnèrent. En accord avec la plupart des fédérations régionales, le comité national créa un nouvel exécutif, avec Ramon Gonzalez Pena en tant que président et Ramon Lamonedada en tant que secrétaire général. La démission de Caballero comme premier ministre en mai 1937 et son remplacement par J. Negrin (également un socialiste) amenèrent encore quelques changements au bureau du parti. Une nouvelle crise survint à la fin de 1937 avec le conflit entre le Premier Negrin et le ministre de la défense, Prieto. A la fin de la guerre civile, un bureau du parti siégeait à Valence sous la direction de Pena et Lamonedada (avec l'appui de Negrin) et un autre organe exécutif siégeait à Madrid soutenu par différentes fédérations et opposé à Negrin.

Alors que Pena et Lamonedada émigraient à Paris, la fédération de Madrid convoqua encore un congrès afin de désigner un nouveau bureau. José Gomez Osorio devint alors président et Wenceslao Carillo vice-président. Cette situation s'ajoutant à la structure compliquée des autres tendances de gauche en Espagne, fit naître pas mal de confusion parmi les émigrés. Deux facteurs intervenaient : d'une part, la signification psychologique profonde de la guerre civile pour toute la gauche ; d'autre part, les réflexes politico-stratégiques à l'égard de l'Espagne de Franco. Lamonedada arriva à Londres début juillet. Negrin y était déjà (65). Après les contacts avec Gillies et Huysmans, il ne semblait pouvoir être question d'un regroupement politique à Londres. Ensuite Lamonedada retourna au Mexique, où étaient rassemblés beaucoup de républicains espagnols (e.a. Prieto). Gillies (et Huysmans) considérait Luis Araquistain, ancien ambassadeur du gouvernement républicain à Berlin, comme *persona grata*. Les raisons en étaient évidentes. Araquistain agissait prudemment. Dans son optique, le *Labour* était en premier lieu un parti gouvernemental. Dès lors dans toute forme d'organisation patronnée par le *Labour* on aurait pu interpréter une intervention dominante de la gauche espagnole comme une provocation du gouvernement britannique et donc comme une incitation pour le clan belliqueux de Madrid à faire entrer l'Espagne dans la guerre. Ce

(63) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, I-L, f. 13 — *Manifesto of the Italian Socialist Party in Italy. A call to civil disobedience*. Une cellule de contact travaillait dans le Tessin en Suisse.

(64) Basé surtout sur les notes de W. Schevenels, W. Carillo, W. Gillies et L. Araquistain dans ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f. 2.

(65) *Id.*, f. 1, corresp. Lamonedada, Gillies.

n'est donc pas par hasard que Araquistain devint membre du conseil d'administration de *Fight for Freedom*, l'organisation de Loeb. Comme pour les émigrés des autres pays, l'année 1942 connut une plus grande activité. En avril 1942, N. Martin Cantal (secrétaire fédéral de Grenade), B. Duarte Ortiz (secrétaire fédéral de Jaen), J. Rodriguez de la Riva (secrétaire de la *Juventud Socialista Unificada* à Barcelone) et R. Madrid Garcia (président de l'*Agrupacion Socialista* de Malaga) annoncèrent la formation d'un groupe socialiste espagnol (66). Vers la même époque, Carillo créa le *Grupo sindical de Trabajadores espanoles en la Gran Bretana* en vue d'en faire également une cellule d'action politique (67). En septembre 1942, un troisième groupe fut créé sous la présidence de Vincente Terradez (68). Tout comme le premier groupe, il s'intitula *Partido Socialista Obrero Espanol - Agrupacion en Gran Bretana*. On se basa sur un mandat du quartier général mexicain. Le premier groupe se rassembla autour de Prieto, le second autour de Lamonedá, et Carillo semblait hésiter entre les deux.

Dix-sept personnalités éminentes du parti socialiste polonais se trouvaient à Londres, autour d'Adam Ciolkosz, secrétaire du parti. Apparemment il n'y avait aucun problème : dès le début ils participèrent à tous les débats, les relations avec l'*International Department* du *Labour* furent cordiales et il ne fut pas question de scission au cours des premières années de la guerre. Ils étaient à peu près les seuls à pouvoir s'enorgueillir d'avoir des mandats ratifiés en Pologne même par le comité central illégal (69). En outre, le *Bund* était actif (*General Jewish Workers Union of Poland*). L'autorité du *Bund* augmenta encore par l'arrivée, en avril 1942, de Szmul Zygielbojm, qui siégea immédiatement au sein du Conseil National Polonais (70). Grâce à Zygielbojm, les premières nouvelles sur l'action illégale et sur l'évolution de l'extermination des juifs furent diffusées dans les milieux socialistes.

La situation des émigrés tchèques était plus compliquée. Après Munich, le parti ouvrier social-démocrate tchèque démissionna de l'Internationale et on créa le parti national tchèque des travailleurs qui ne survécut pas longtemps. Les tensions internes qui s'ensuivirent, subsistèrent et furent aggravées par des problèmes spécifiques comme la question des nationalités, la tension avec la Pologne et les liens avec l'Union Soviétique. Quatre ministres sociaux-démocrates, J. Necas, F. Neme, J. Becho et R. Bechyne (vice-premier ministre), siégeaient au sein du gouvernement Benès reconnu officiellement par Londres en juillet 1940. Au moins quinze autres personnalités représentatives du parti résidaient à Londres. De très profondes divergences entravaient toujours un regroupement actif. Jozef Belina qui s'opposait le plus à l'influence croissante

(66) ACH, d 51 a — Al Secretariado de la Internacional Socialista Obrera, Londres, 22-IV-1942. (Appel à tous les socialistes espagnols sauf aux adeptes de Negrin).

(68) *Id.*, 6 novembre 1942, annonce officielle au P.O.B. à Londres.

(67) ACH, d 51 a, corr. Huysmans à Carillo et Araquistain, avril-juin 1942.

(68) *Id.*, 6-XI-1942, annonce officielle au P.O.B. à Londres.

(69) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, P, f. 11.

(70) ACH, d 51 a, A. Ciolkosz à Huysmans, D 51 a. Zygielbojm mourut le 12 mai 1943, Cf. art. de Willy EICHLER dans *Socialist Commentary*, vol. 9, n° 1^{er} juin 1943.

du communisme, était le mieux accueilli par le milieu de Gillies (71). Sur le plan tchèque, la situation du groupe de langue allemande était la plus tragique. Le parti social-démocrate allemand de Tchécoslovaquie avait connu de graves difficultés après Munich. Beaucoup de militants du parti avaient été déportés dans des camps de concentration allemands. Les réfugiés s'étaient rendu compte qu'ils n'étaient guère les bienvenus dans la seconde république tchèque. En regard des partis scandinaves, belge et anglais, ils étaient devenus les émigrés les plus désemparés. Ils étaient certes 1200 à Londres, la plupart des sociaux-démocrates, organisés en *Treugemeinschaft Sudetendeutscher Sozialdemokraten*, sous la présidence active de Wenzel Jaksch. La consolidation et la reconnaissance du gouvernement tchèque à Londres raviva quelque peu l'espoir d'élaborer un accord communautaire viable (72). Cependant, au début de ces négociations, intervint la première dissidence sous l'impulsion de Jozef Lenk et Jozef Zinner, membres de l'exécutif du parti. Ils formèrent le *Deutsche Sozialdemokratische Arbeiterpartei in der CSR-Auslandsgruppe* (18 octobre 1940). Les motifs en étaient multiples, le nom de Sudètes allemands serait une concession au parti nazi de Henlein, on aspirait trop à un vague socialisme populaire d'esprit anti-marxiste, les thèses de Jaksch étaient trop pangermaniques... La raison réelle qu'on ne mentionnait guère concernait les modalités d'un accord avec Benès. A tous les niveaux, l'aile gauche tchèque faisait déjà apparaître en 1940 les signes dramatiques de la configuration politique de la Tchécoslovaquie après 1945.

A la fin de cette analyse nous devons encore traiter des groupes *autrichiens* et *allemands*. Ils étaient les plus contestés, les plus enclins aux scissions et souvent mêlés le plus intensément aux initiatives de regroupement international. Le parti social-démocrate autrichien fut dissous au printemps 1943 à la conférence de Brno, de l'autre côté de la frontière. Le nouveau parti, le parti socialiste révolutionnaire autrichien fut soutenu en grande partie dans l'illégalité par la jeune génération. Onze des treize membres du bureau se trouvaient aux E.U. où l'*Auslandvertretung* central se prévalait de son autorité. Oskar Pollak et Karl Czenetz formèrent le *London-Bureau of the Austrian Socialists* à Londres. Ils déployèrent une grande activité au sein de l'*Austrian Labour Club* en collaboration avec le *Landesgruppe österreichischen Gewerkschafter in Gross Brittanien* reconnu par les *Trade Unions* (73). Ce groupe était

(71) J. Belina était l'auteur de différentes brochures sur le rôle du mouvement ouvrier tchèque. *Czechoslovakia, Land of Freedom and Democracy* (1942, 32°, 64 p., préface de W. Gillies). *Czechoslovak Labour fight on* (1943, 32°, 72 p., préface de G. Dallas). *Czech Labour under German Rule* (préface de D. Grenfell, M.P.).

(72) Les sources sur le problème des Sudètes allemands sont volumineuses. Nous ne donnons ici que les grandes lignes pour expliquer les premières scissions. Voir : *Some facts Concerning the Sudeten Socialists* — Memorandum aux membres Soc. Intern., 1941 (ACH, d 48). *Czechoslovakia — Introductory Note*, 1941 (ALP, Int. Dept., corr. 40-45, P, f. 7).

(73) Le club fut inauguré officiellement le 12 février 1942 avec une allocution de circonstances de C. Huysmans (ACH, d 51 a).

(74) Voir e.a. *What we Want* et *The National Question*, dans *London-Information*, n° 17, 15 sept. 1942 (organe bi-mensuel, édité alternativement en allemand et en anglais).

convaincu que la défaite militaire d'Hitler provoquerait une révolution en Allemagne. Ensuite, les Autrichiens formeraient leurs organes gouvernementaux révolutionnaires propres. Se basant sur une action commune allemande, ils voulaient annuler l'Anschluss, mais également repousser tout soupçon de nationalisme (74). En 1940-1941, le groupe, de facto suspect dans l'optique de Gillies, Huysmans, Loeb et les autres, se trouvait déjà confronté avec des forces centrifuges de gauche et de droite qui cherchaient sous l'une ou l'autre forme un front unique. L'autre point de vue disait que l'Autriche était un pays occupé et qu'il importait de lutter dans le camp allié et de se faire reconnaître ainsi comme groupe (ou gouvernement) national autrichien. C'est dans ce sens que travaillaient l'*Association of Austrian Social-Democrats in Great Britain* (dirigée par Heinrich Allina) et l'*Austria Office* où prédominaient les tendances monarchiques des Habsbourg (75). La *League of Austrian Socialists in Great Britain* sous la présidence de Marie Koestler, ancienne parlementaire, exclue par Pollak-Czenetz, se trouvait plus à gauche. Le groupe Koestler collaborait avec l'*Austria Centre* à prédominance communiste (76). Koestler, Allina et les autres groupes non socialistes formèrent le 3 décembre 1941 le *Free Austrian Movement* (77).

Il est extrêmement difficile de résumer en quelques lignes la situation des émigrés allemands. Le point de départ de cet article contient d'ailleurs l'essence même de la matière du conflit. Il suffit peut-être de distinguer clairement les organisations de 1940-1941 l'une de l'autre. S'il est incontestable que le monde socialiste était sujet aux crises et aux scissions, cela apparaît de la façon la plus aiguë parmi les socialistes allemands. Ils étaient également les plus dispersés durant la période d'émigration. Il s'agissait en outre d'une émigration qui était née en pleine confusion structurelle et doctrinale. Et, dès lors, la lutte pour la représentativité s'était accrue. La *SOPADE, Parteivorstand der Sozialdemokratische Partei Deutschland*, créée en juin 1933 à Prague et formée par les membres du bureau du parti qui étaient présents, avait le plus de prétentions à une investiture officielle (78). Les nombreux groupes qui se formèrent par la suite, et qui essayèrent de former un front unitaire de combat, ne furent jamais considérés comme des partenaires égaux par la *Sopade*. Fin novembre 1940, Erich Ollenhauer et Hans Vogel, le plus important porte-parole de la *Sopade*, arrivèrent à Londres. Ils y organisèrent immédiatement une action de coordination (79). Après d'innombrables discussions préliminaires ils furent reçus en août 1941 par une délégation de la direction

(75) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, A, f. 3. H. ALLINA, *Restoration of Austria*, Londres, Autriche. Office et The New Europe Publishing Co., 1942, 32 p.

(76) Cf. *Statement, League of Austrian Socialist in Great Britain*, photocopie, décembre 1942, 5 p. (ACH, d 51 a).

(77) Manifeste de principe : *The case of Austria*, Londres, The New Publishing Co., 1942, 32 p.

(78) PLUM (G.), *Volksfront, Konzentration und Mandatsfrage*, op. cit., p. 417 et suivantes.

(79) Cf. *Germany — Monthly Reports by the Executive Committee of the Social Democratic Party of Germany*, continuation des *Deutschland-Berichte*, qui paraissent à Paris depuis 1939. Brochure londonienne : *Firm our View — Firm our Aim — The Struggle of German Social Democrats against Hitler*, Londres, 1941.

du Labour, to tell quite openly and friendly what they had on their hearts, their opinion over the situation in Germany, the development of the opposition, if the opposition is growing to activity, what about the possibility of a revolution against Hitler, what about the line of propaganda and so on (80). La délégation allemande ne put répondre à plusieurs de ces questions. Il y avait très peu de contacts en Allemagne et l'unité des socialistes allemands était loin d'être réalisée. Le résultat de cet entretien renforça encore le sentiment de méfiance que Gillies éprouvait déjà à priori à l'égard des Allemands. Durant les mois qui succédèrent à cet entretien, on rassembla différents avis qui, la plupart du temps, concordaient avec les opinions émises par Gillies (81). L'ensemble de ces avis forme une source de grande valeur. On y retrouve tous les éléments sur lesquels le groupe W. Loeb se basa et la preuve de la faiblesse des réactions des autres groupes en 1940/41. Il est inutile de vouloir énumérer les caractéristiques des autres groupes allemands dans cette brève analyse. Le *Sozialistische Arbeiter-Partei-Ortsgruppe Londen*, le *Freiheitsbund Deutscher Sozialisten-Londoner Arbeitskreis*, le groupe *Neu Beginnen*, l'*Internationale Sozialistische Kampfbund*, voilà toutes les tendances qui se rencontraient au stade embryonnaire à Londres. La plupart étaient nées des scissions des années 30 : des hommes qui se combattaient et se recherchaient, qui, comme émigrés depuis des années, aspiraient à un point d'attache dans le torrent infernal de l'évolution de l'histoire. Leurs dissensions ne permirent pas de faire émerger un partenaire allemand accepté de tous au cours des premiers débats sur le sort de l'Internationale Socialiste.

Nous n'avons voulu illustrer dans cet article que l'atmosphère des débats, parce que leur complexité nous fait comprendre la situation générale dans laquelle les organisations socialistes devaient étudier les pensées et les actions de l'après-guerre. Il s'agissait réellement d'une situation pénible. Mais il y avait toutefois une volonté tenace pour créer l'unité dont le récit forme incontestablement un élément important de l'évolution de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

(80) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, L-O, f 1.

(81) ALP, *German Social Democracy Memos, 1940-41* (il y a des textes et des commentaires de W. Gillies, H.J. Laski, P.J. Noël-Baker, C. Huysmans, K. Geyer, Fr. Stampfer, W. Loeb, V. Schiff, H. Vogel, E. Ollenhauer, K. Herz).